

Le Mali, entre instabilité, richesse et pauvreté

Le Mali est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest située entre les 10ème et 20ème degrés de latitude nord. D'une superficie de



1.241.300 km², il a des frontières communes avec l'Algérie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le Mali est un pays vallonné.

2012-2013, des conflits croisés

De janvier à avril 2012, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) attaque les camps militaires maliens et les villes situés dans les régions de Gao, de Tombouctou et de Kidal remettant en cause l'unité territoriale du Mali dont l'armée est mise en difficulté.

Le 22 mars 2012, le gouvernement est renversé par un coup d'État conduit par de jeunes militaires qui dénoncent son incapacité à gérer le conflit sévissant au nord du pays. L'unité politique du pays est plus que jamais menacée. Ces soldats mutins dirigés par le capitaine Amadou Haya Sanogo prennent le contrôle de la présidence, puis annoncent la dissolution des institutions et la suspension de la Constitution ; et ce, à un mois de l'élection présidentielle. Ce coup d'État entraîne le départ d'Amadou Toumani Touré et la mise en place d'un couvre-feu temporaire. Les violences qui suivent le renversement du pouvoir entraînent la mort d'une personne et en blessent une quarantaine d'autres.

Le 1er avril 2012, la rébellion Touareg, constituée du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et d'un mouvement salafiste Ançar Dine, contrôle les trois régions situées au nord du Mali. Le MNLA réclame l'indépendance de l'Azawad tandis qu'Ançar Dine souhaite imposer la charia. Les deux mouvements revendiquent le contrôle des principales villes.

Le 4 avril, le MNLA décide unilatéralement la fin des opérations militaires à compter du 5 avril à minuit (TU). Deux jours plus tard, le 6, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad.

La proclamation de l'indépendance de l'Azawad par les touaregs du MNLA a été condamnée de

façon catégorique par les différents partis maliens ainsi que par l'Union africaine et la communauté internationale ; ces partis affirment que l'intégrité territoriale du Mali n'est pas négociable et souhaitent que le MNLA revienne à la raison, de gré ou de force.

Le 15 novembre 2012, François Hollande, président français reçoit le président Nigérien à l'Élysée pour discuter d'une intervention française et de la protection des exploitation française des mines d'uranium, au Niger, à la frontière avec le Mali.

Le 11 janvier 2013 devant la progression des rebelles au-delà de la ligne de séparation des deux Mali et la prise de la ville de Konna, verrou stratégique dans la marche sur Bamako, l'état d'urgence est déclaré dans le pays. À la suite de la demande du président du Mali par intérim Dioncounda Traoré, la France sollicite l'accord de l'ONU pour déclencher une intervention militaire (l'Opération Serval) de libération du pays. Le 13 janvier 2013 marque le début du recul des islamistes, l'Armée Française poursuivant sa progression vers le nord. Des troupes de la CEDEAO viennent renforcer le dispositif et la France demande à l'ONU d'accélérer l'arrivée de troupes d'appui et d'une mission d'assistance de l'Union européenne pour février 2013 ...

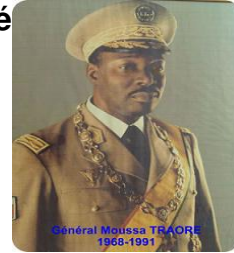
Le Mali demeure un Etat pauvre, mais il fait figure de modèle en Afrique en matière de "démocratie". Sa très grande richesse historique et culturelle, son potentiel touristique, sont d'indéniables atouts, bien qu'encore insuffisamment exploités.

L'organisation des mouvements sociaux et des forces progressistes au Mali est caractérisé par une vie associative riche. Le rôle de la société civile, a été capital dans les différentes étapes historiques du pays.



Après l'indépendance, un gouvernement socialiste (celui de **Modibo Keita**, le père de l'indépendance) entreprend de nombreuses réformes.

Il est renversé en 1968 par le coup d'état militaire de **Moussa Traoré**



. En 1984 les intellectuels demandent l'installation du multipartisme, cette requête insatisfaite débouche en 1991 sur de violentes manifestations.

Ce 22 mars 1991, les militants doivent passer sur le pont au dessus du fleuve Niger. C'est le moment où les forces de l'ordre interviennent. Plusieurs grenades tombent dans la foule. A la fin de la journée, on déplore de nombreuses victimes. Ce sont les « martyres du 22 mars », date désormais commémorée chaque année.

Dans la nuit du 25 au 26 mars 1991, l'armée se range du côté des manifestants et un jeune colonel, **Amadou Toumani Touré** surnommé **ATT**) prend la direction d'un comité de réconciliation qui destitue Moussa Traoré.

Par la suite, des élections libres seront organisées, ce qui constitue le début (ou la suite) de l'ère démocratique au Mali.



Alpha Oumar Konaré est élu président de la république du Mali.

ATT lui succède le 2 juin 2002.

